

CONVOCA
du
CONSEIL COMMUNAL

Nouvelle loi communale

Art. 87. - § 1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai sera toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article 90, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 91 peut prévoir que le secrétaire communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivantes lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art. 88. - Le bourgmestre ou celui qui le remplace, préside le Conseil.

La séance est ouverte et close par le président.

Art. 90. - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article 87, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art. 97. - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Art. 99. - § 1^{er}. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

§ 2. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Art. 100. - Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demandent.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

Art. 101. - En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Conformément à l'art. 87, § 1^{er}/90 (1) de la nouvelle loi communale, nous avons l'honneur de convoquer M

pour la première fois (1) à la SEANCE DU CONSEIL qui aura lieu le jeudi 16 mars 2006 à 20 heures à la maison communale.

ORDRE DU JOUR :

SEANCE PUBLIQUE.

- 1°) Mise à disposition du Foyer Culturel : Salles communales.
- 2°) Plan Mercure : Réfection de la rue du Carmel à Matagne-la-Petite
Signature conventions avec le STP
- Etude d'un projet de travaux
- Désignation du coordinateur projet et réalisation.
- 3°) Programme triennal communal d'actions en matière de logement 2004-2006.
Proposition de mettre l'habitation sise route de Biesme, 5 à Gochenée en parts sociales aux « Habitations de l'Eau Noire » afin d'y faire un ou deux logements sociaux.
- 4°) Demande achat terrain communal cadastré Section A/390 E d'une superficie de 37 a à Doische « Crestia ».
- 5°) Demande placement luminaire supplémentaire à Niverlée, rue des Taïettes.
- 6°) Extension réseau alimentation en eau : rue de Givet à Matagne-la-Petite.
- 7°) Compte 2005 FE Matagne-la-Grande.
- 8°) Vente terrain communal « Al'Gueuze » à Doische, cadastré Section A/505 A d'une superficie de 18 a 67 ca en nature de vain et vague.
- 9°) Ratification délibération C.E. du 27/02/2006 : Réception points APE du CPAS.

HUIS CLOS.

- 10°) Affaire Donny : Décision sur continuation procédure.
- 11°) Nomination à titre définitif à mi-temps - Madame Pauline MAREE, Institutrice primaire.
- 12°) Nomination à titre définitif à mi-temps - Madame Sandra MORELLE, Institutrice maternelle.
- 13°) Mérite Culturel : Désignation de 2 représentants du Conseil Communal au jury.

Par le Collège,

La Secrétaire,
M-P. FAYS.

Le Bourgmestre,
A. DRICOT.

(1) Biffer «90» et les mots «pour la fois» sauf pour le cas où l'assemblée est convoquée pour la 2e ou la 3e fois, auquel cas il y a lieu de biffer «87, § 1^{er}».